



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



05815-F

**IID**

NO. 17. L. 1970  
ID/OC. 162/A/S. 1970  
FRANCE IS  
Original : ESPAGNOL.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

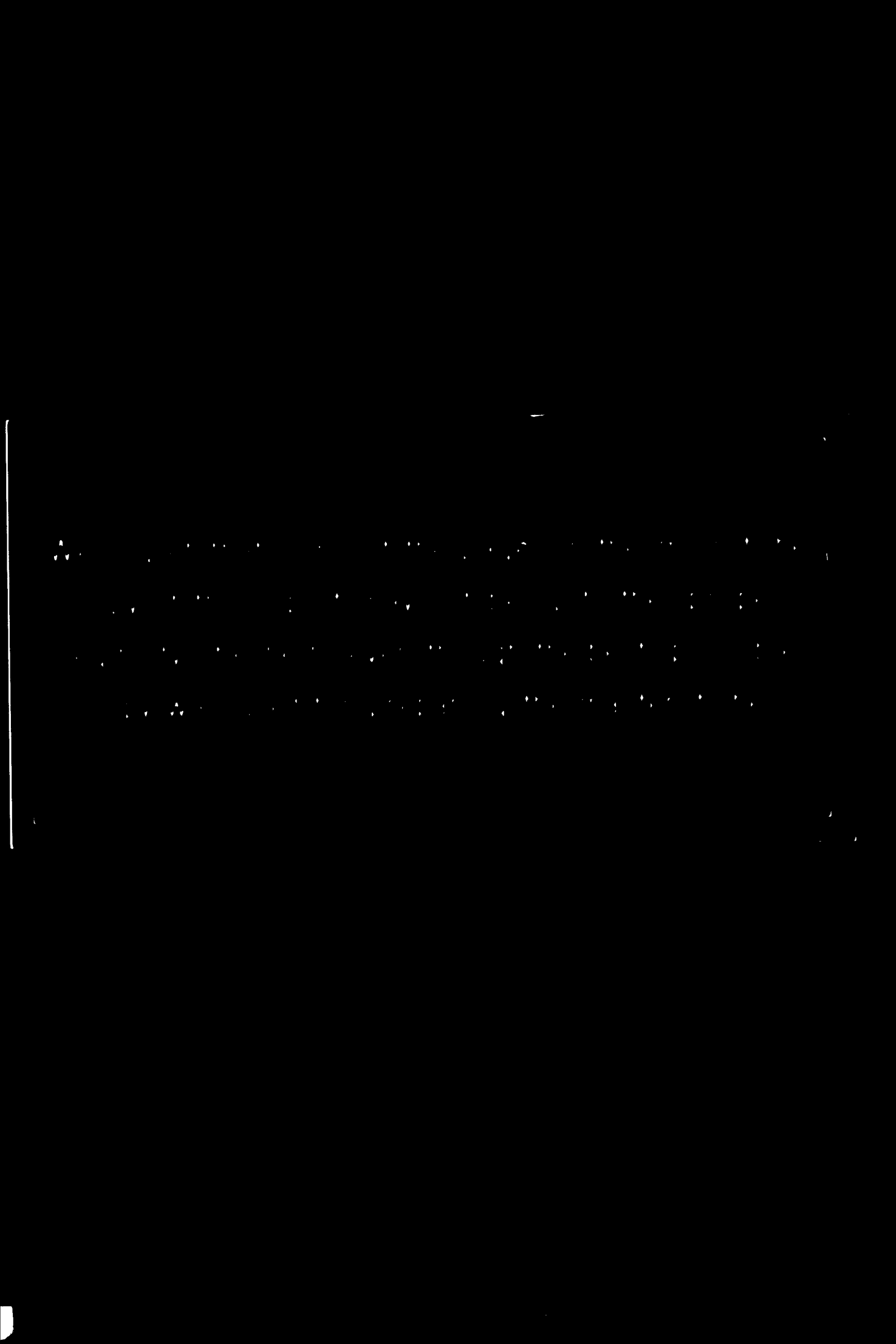
Comité des Ministres de la coopération  
économique et technique de l'Organisation de  
développement industriel  
Tome 1, 1970, juin 1971

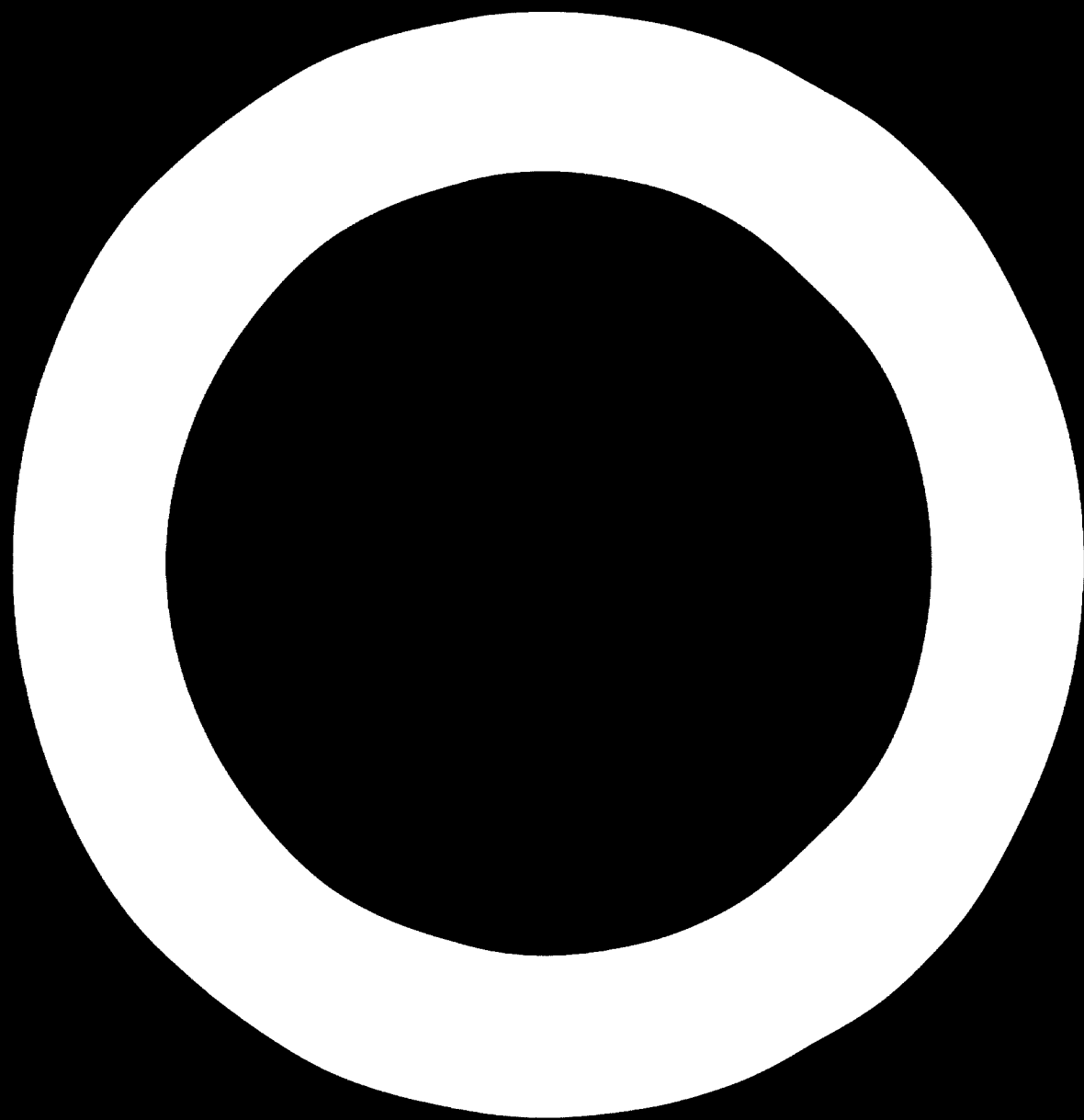
**QUÉLQUES CONSIDÉRATIONS SUR LA  
MOBILISATION DES RESSOURCES INTERNES  
À TRAVERS LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE  
DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE**

par

**M. Alonso Polar Campos**

• Traduction officielle

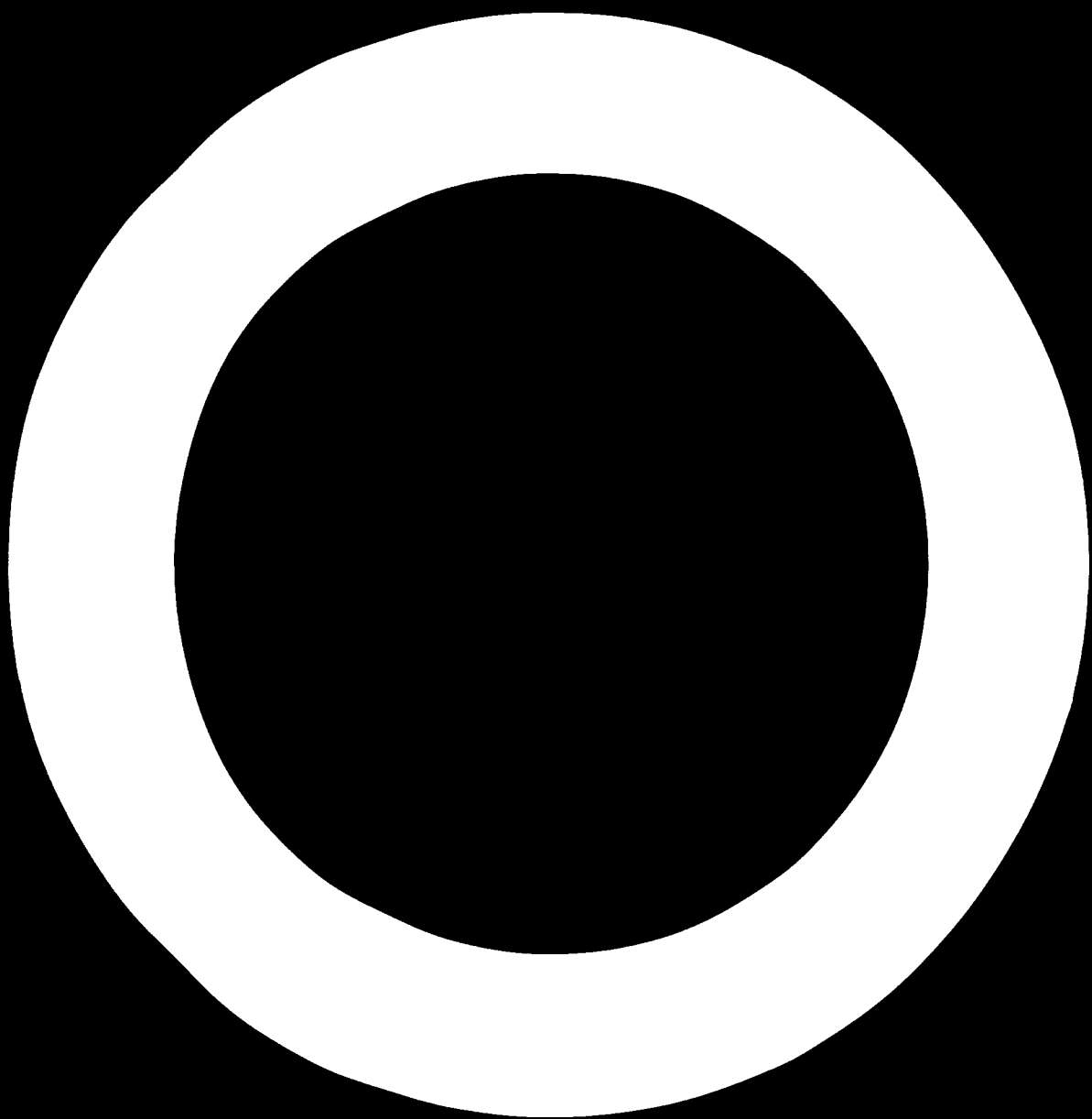




**Note :**

L'Association des Institutions Financières de développement (ALIF) a été invitée par l'ONUDI à superviser la préparation de cette étude concernant le sujet mentionné ci-dessus, en vue de sa discussion à la Cinquième Réunion sur la coopération entre institutions de financement du développement industriel (Tunis, juin 1974)

Le présent document a été préparé personnellement par H. Alonso Polar Cupon, Directeur général de la Banque Industrielle du Pérou, et anciennement Président de la Bourse des Valeurs de Lima.



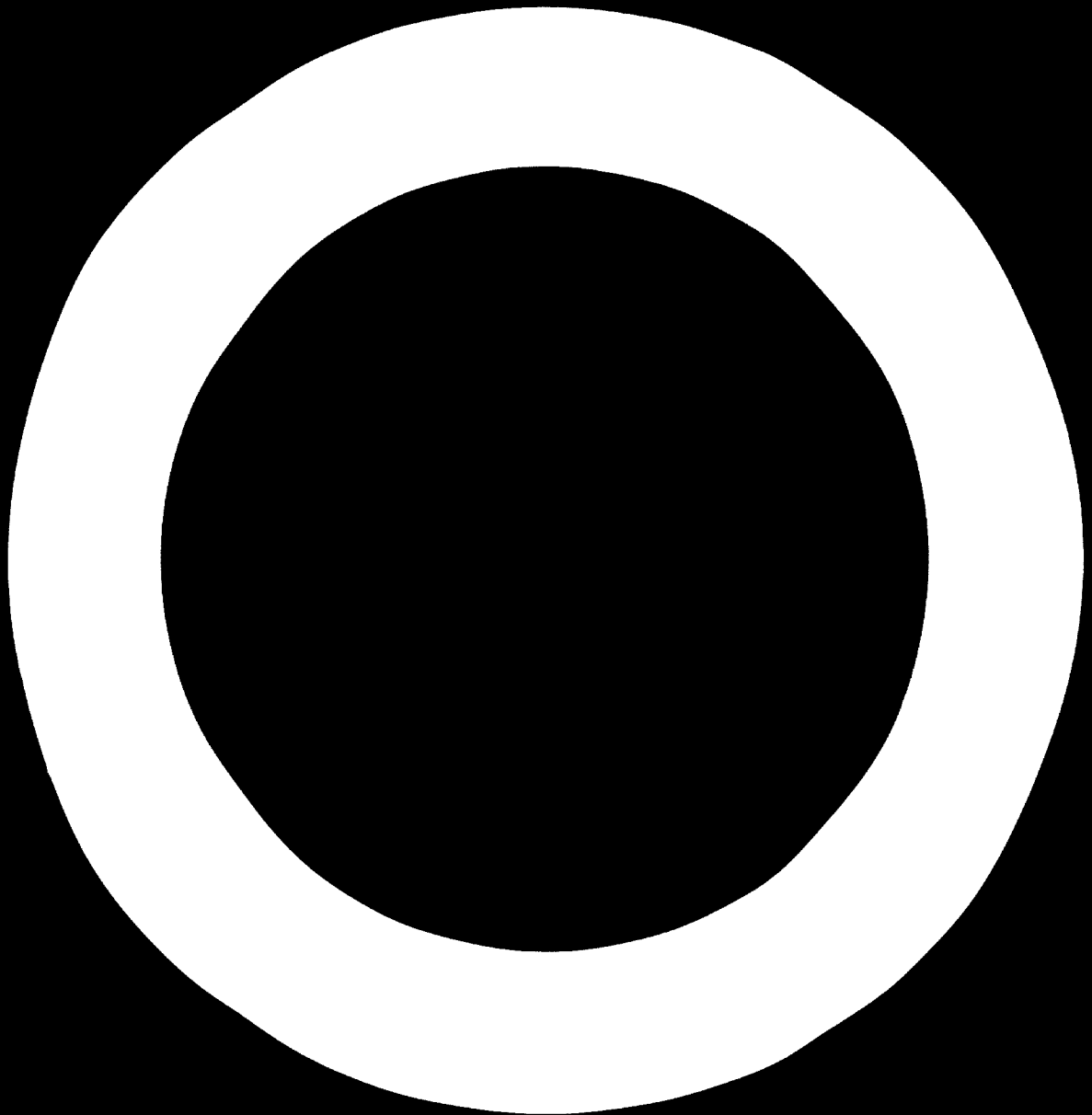
PROF

Cette étude a été préparée par le président et pour la Cinquième Rencontre sur le Développement économique et le financement du Développement économique, et a pour objet principal d'attirer l'attention des participants sur certains aspects ou problèmes concernant la mobilisation des ressources intérieures en Amérique latine.

En raison de l'importance de la situation décrite dans laquelle se situe le problème des ressources intérieures, nous avons préféré consacrer sur certains aspects de la mobilisation et de l'utilisation des ressources intérieures en essayant de lier ce problème aux fonctions des institutions financières de développement de la région, et ce pour fournir une base de discussions durant la Rencontre.

Nous voudrions également que l'Association des institutions financières de développement (ALIDE) joue un rôle important dans l'analyse des problèmes relatifs à la mobilisation et à l'utilisation des ressources intérieures en Amérique latine.

Lima, mai 1974





## INTRODUCTION

L'Amérique latine est un continent en constante évolution. La cause fondamentale en devra être trouvée dans la recherche du développement économique et social de ses peuples.

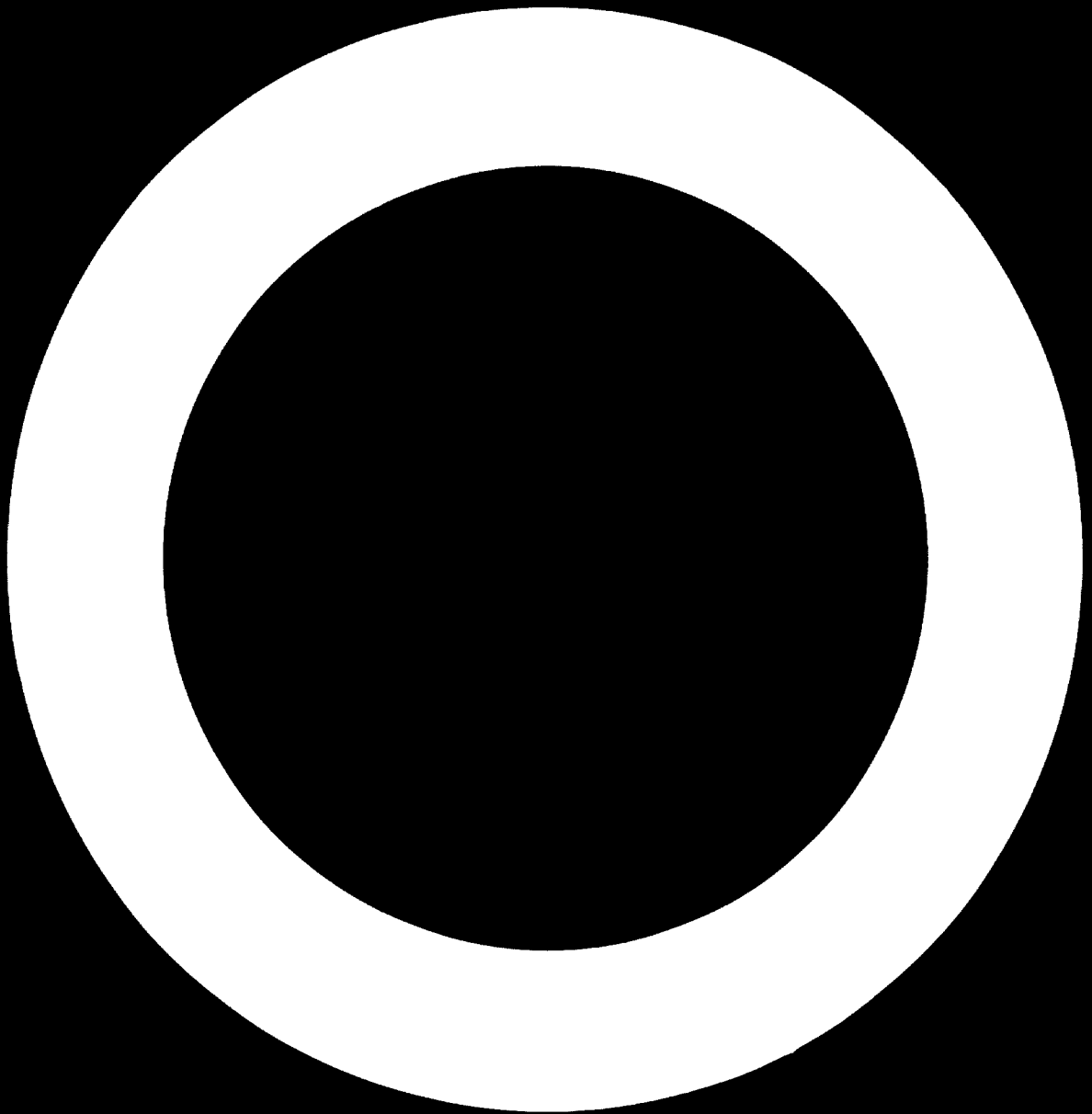
Dans ce cadre général de référence, les institutions financières de développement jouent un rôle important et déterminant en attirant les ressources financières pour l'investissement, en mobilisant les épargnes publiques et privées, en stimulant la création des entreprises, et en leur fournissant l'assistance technique nécessaire. Bien qu'opérant sous divers noms, tels que : société de développement, ou banque de développement, ces institutions sont connues comme institutions financières, et à travers leur action promotionnelle, contribuent au développement de leurs pays respectifs.

La plupart des institutions de développement en Amérique latine ont été créées entre 1940 et 1960, au nombre de 200, y compris les institutions multinationales, nationales, publiques, privées ou mixtes. Cette rapide expansion est le reflet de l'urgence des besoins de développement de la région.

L'Amérique latine est consciente que le développement est difficile et que l'effort à déployer constitue un défi à sa force, sa capacité et son imagination.

Devant ce problème, l'Amérique latine est en train d'adopter deux voies fondamentales qui se complètent l'une l'autre : réforme structurelle comme base pour l'équilibre social et le développement économique; et processus d'intégration économique comme moyen d'accroître son poids politique sur la scène mondiale et comme instrument pour harmoniser les économies nationales respectives.

Bien que les deux voies soient toutes deux valides comme solution aux problèmes de la région, une base idéologique est aussi nécessaire pour accroître la ferveur des peuples vis-à-vis des buts de développement, en vue d'atteindre un progrès social harmonieux.



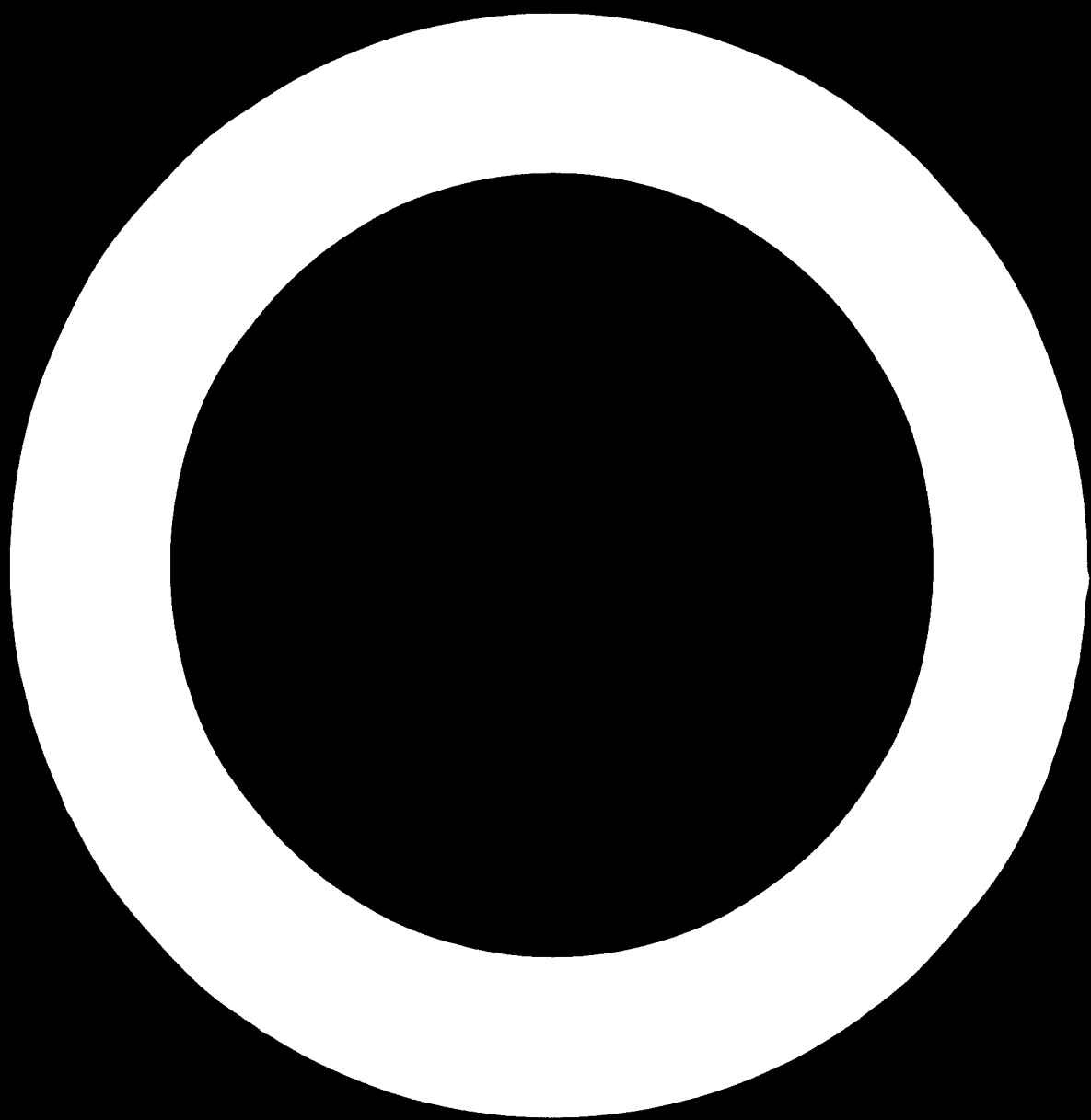
Les États-Unis ont une dette publique de 400 milliards de dollars, ce qui représente 100 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par la vente de bons du Trésor, les impôts et les emprunts étrangers. Les États-Unis ont également une dette envers les autres pays, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par les emprunts étrangers et les investissements directs étrangers.

Les États-Unis ont une dette publique de 400 milliards de dollars, ce qui représente 100 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par la vente de bons du Trésor, les impôts et les emprunts étrangers. Les États-Unis ont également une dette envers les autres pays, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par les emprunts étrangers et les investissements directs étrangers.

Les États-Unis ont une dette publique de 400 milliards de dollars, ce qui représente 100 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par la vente de bons du Trésor, les impôts et les emprunts étrangers. Les États-Unis ont également une dette envers les autres pays, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par les emprunts étrangers et les investissements directs étrangers.

Les États-Unis ont une dette publique de 400 milliards de dollars, ce qui représente 100 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par la vente de bons du Trésor, les impôts et les emprunts étrangers. Les États-Unis ont également une dette envers les autres pays, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par les emprunts étrangers et les investissements directs étrangers.

Les États-Unis ont une dette publique de 400 milliards de dollars, ce qui représente 100 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par la vente de bons du Trésor, les impôts et les emprunts étrangers. Les États-Unis ont également une dette envers les autres pays, ce qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dette est financée par les emprunts étrangers et les investissements directs étrangers.



... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...

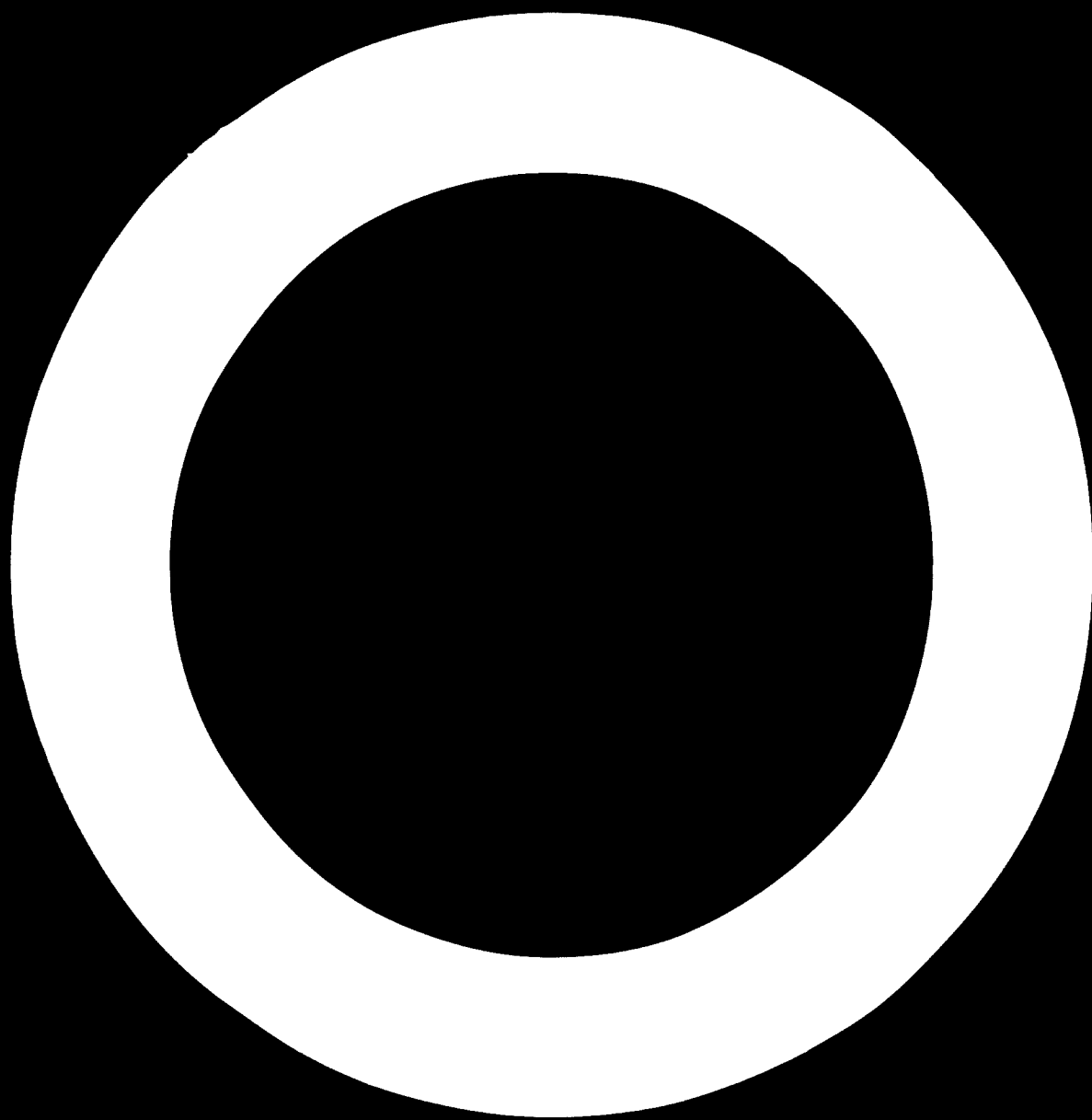
### CONCLUSION

Les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...

Au point de vue de la structure de la propriété du capital,  
elles sont multinationales, nationales, régionales.  
Parmi les institutions multinationales en Amérique latine, on peut  
citer la Banque de développement interaméricaine, la Banque d'inté-  
gration économique de l'Amérique centrale, la Banque américaine de  
développement et la Banque de développement et de promotion de l'Amérique.  
Comme objectif commun, elles ont la promotion du développement individuel  
ou collectif dans pays membres de la même institution multinationale  
de ce groupe est la Banque d'investissement ALBA (A.L.B.A.) dont les  
actions sont de forme privilégiée (actions de préférence), les banques,  
les institutions financières aux Etats-Unis, l'Amérique, le Canada,  
l'Amérique, au Canada et en Europe. Le capital est investi  
sous forme de capital action, le prêt ou d'autres formes de  
financement. Les institutions financières multinationales, régionales,  
nationales et régionales.

Les institutions nationales... sont au nombre de...  
... les institutions nationales... sont au nombre de...  
... les institutions nationales... sont au nombre de...  
... les institutions nationales... sont au nombre de...

1 "Plan de développement des institutions financières...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être...  
... les institutions financières... peuvent être..."



pendant de la fin de leurs actions de développement, ces institutions peuvent être classées en régionales, nationales, municipales ou provinciales, dépendant de leur domaine d'activité, elles peuvent être classées comme sectorielles ou multi-sectorielles.

Les types d'assistance financière fournis peuvent être des prêts, prêts et investissement, et des investissements directs de capital.

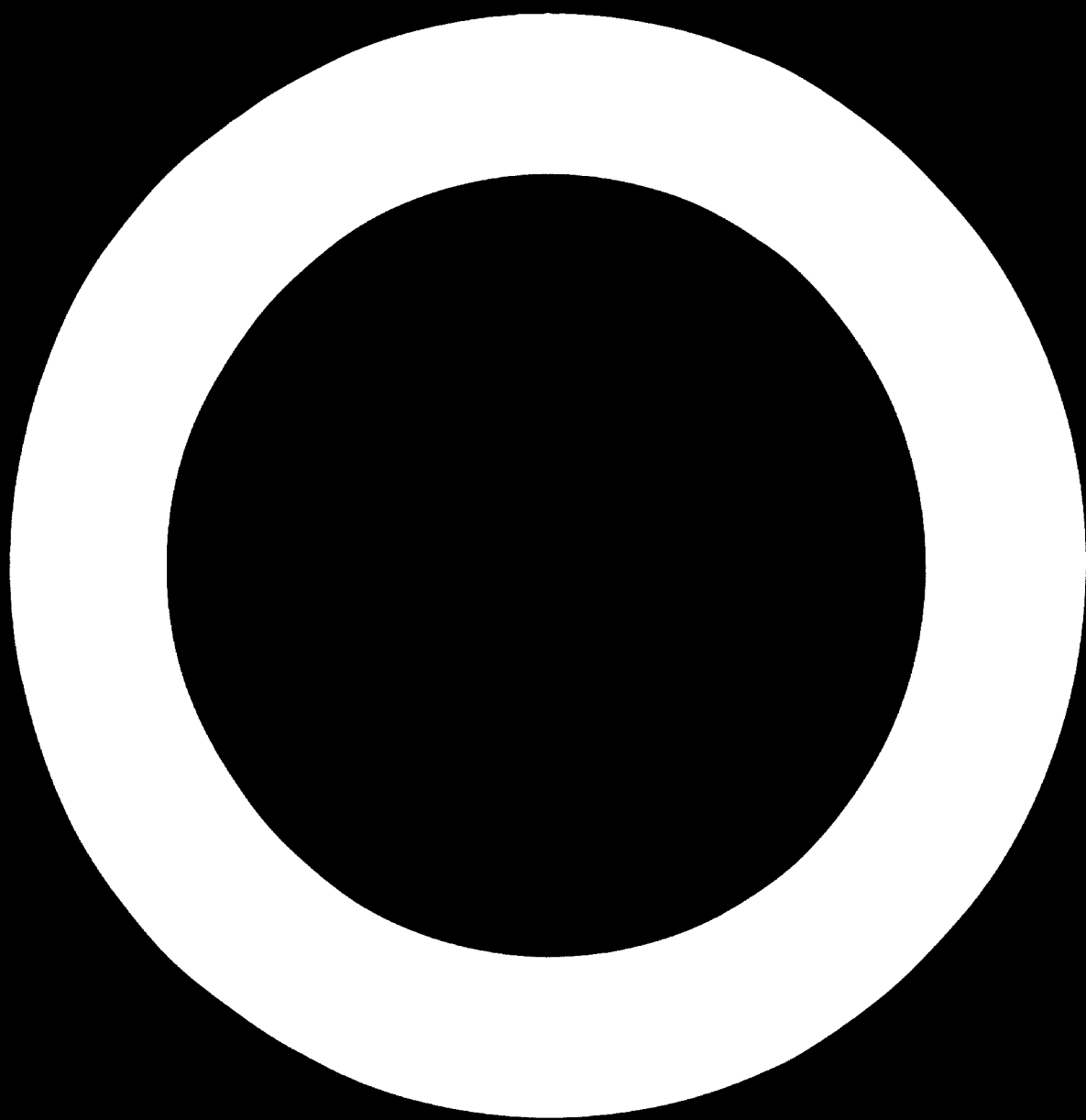
La majorité des institutions en Amérique latine se trouvent dans le second groupe, c'est-à-dire que leurs constitutions leur permettent de fournir à la fois des crédits et de faire des investissements de capital. Il y en a très peu qui font uniquement des investissements directs de capital.

En somme, quoique leur domaine d'activité puisse être large, la grande majorité se limite aux opérations de crédit. Les raisons doivent en être trouvées dans l'absence d'une bonne capacité opérationnelle, dans une mentalité conservatrice, la réaction désireuse de limiter les risques et aussi dans la limitation des bourses de valeurs toutes influencées par une composition très fermée des fermes actionnaires, qui ne facilitent pas l'introduction de nouveaux actionnaires de dehors.

Il est intéressant de noter que malgré ces distinctions les institutions ont beaucoup en commun, du fait qu'elles ont été créées ou établies dans le but principal de contribuer au développement économique de leur pays respectif. Les différences qui peuvent exister sont dues aux conditions à l'extérieur de leur pays, à la structure de leur capital et aux fonctions qui leur sont assignées.

### REMARQUES SUR LES FONCTIONS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE DEVELOPPEMENT

Les fonctions qu'elles réalisent ou qui leur correspondent peuvent être groupées comme suit, suivant la nomenclature utilisée:





par Humberto Diaz, José Zúñiga et Carlos Berner. <sup>1</sup> "Sources of financing -  
development in Latin America", transfert  
de la technique et l'effort productif.

### I. ROLE FINANCIER INTERMEDIAIRE

Cette fonction implique le rôle de canal entre les sources  
de fonds et les prestataires qui les utilisent pour l'investissement  
dans des entreprises productives.

Les sources de fonds sont à la fois intérieures et extérieures.  
Elles proviennent du gouvernement, des banques centrales, des banques  
privées ou/et étatiques, d'autres institutions financières du marché  
de capital, et des sources privées, individuelles ou companies.

Les sources extérieures comprennent les organisations multinationales,  
les gouvernements et les institutions publiques ou privées  
d'autres pays, les banques étrangères et les individus étrangers.

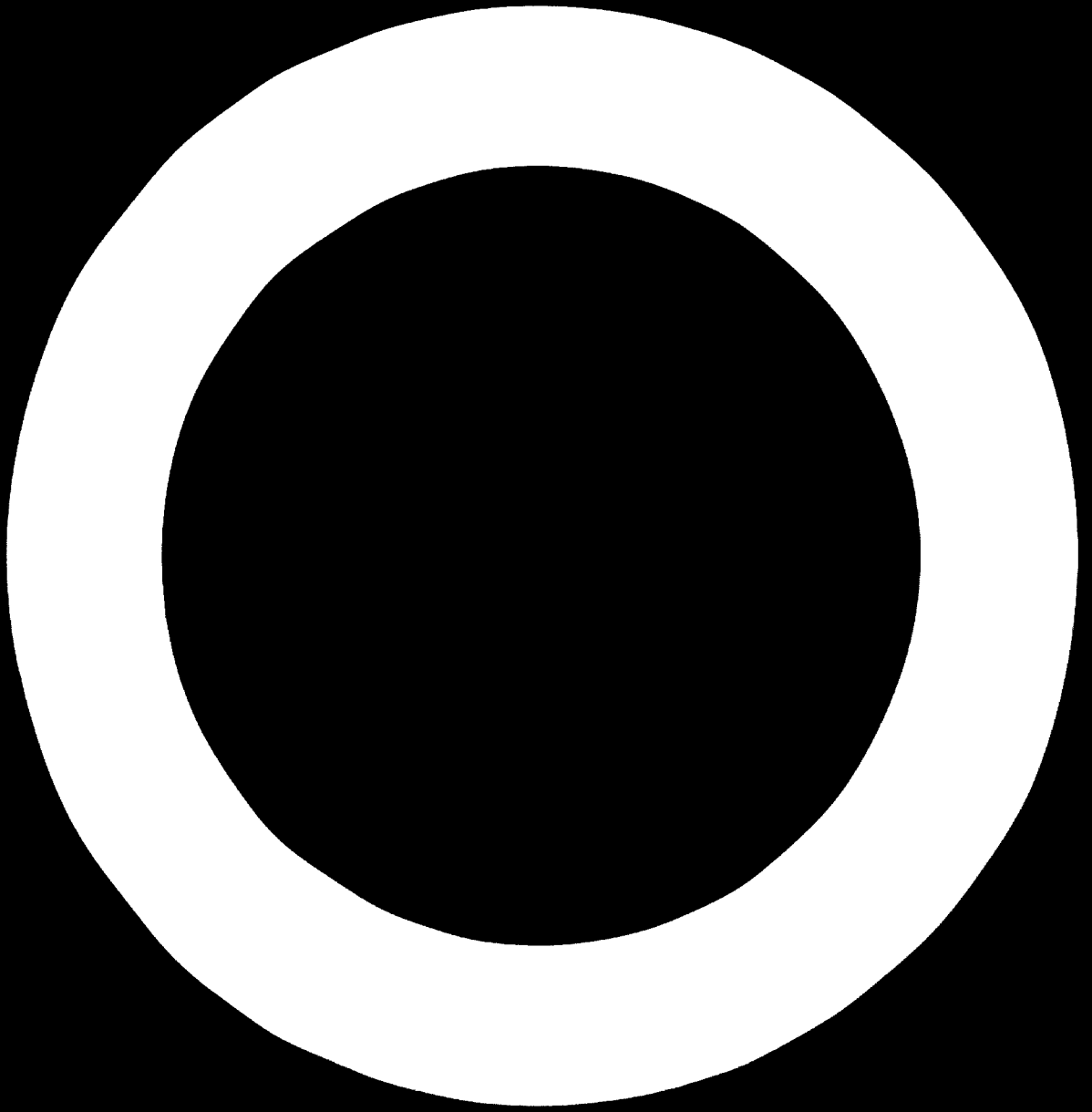
Les bénéficiaires ou utilisateurs de ces fonds sont les gouvernements,  
les institutions, les entreprises publiques, partielles ou  
mixtes, les coopératives et individus privés.

Une analyse des ressources manipulées par ces institutions  
de développement en Amérique latine montre qu'elles proviennent de  
sources privées intérieures ou étrangères. Les ressources privées  
proviennent du capital action des entreprises, des réserves, des  
revenus non distribués et des contributions. Les ressources inté-  
rieures proviennent des prêts publics ou privés, des placements  
d'action sur le marché national de capital, des économies ou des  
dépôts à vue ou à terme. Les ressources extérieures proviennent  
des organisations, des gouvernements, des banques, des prêteurs  
et autres institutions de crédit privées, internationales.

La mobilisation des épargnes sous forme de capital action,  
des fonds de crédit par les banques centrales, mérite une mention  
spéciale dans le cadre de cette analyse générale.

---

<sup>1</sup> "Sources de financement des banques de développement en Amérique  
latine", Humberto Diaz, José Zúñiga et Carlos Berner. Publié  
par ALIDE, Lima, avril 1974.



a) Mobilisation des épargnes.

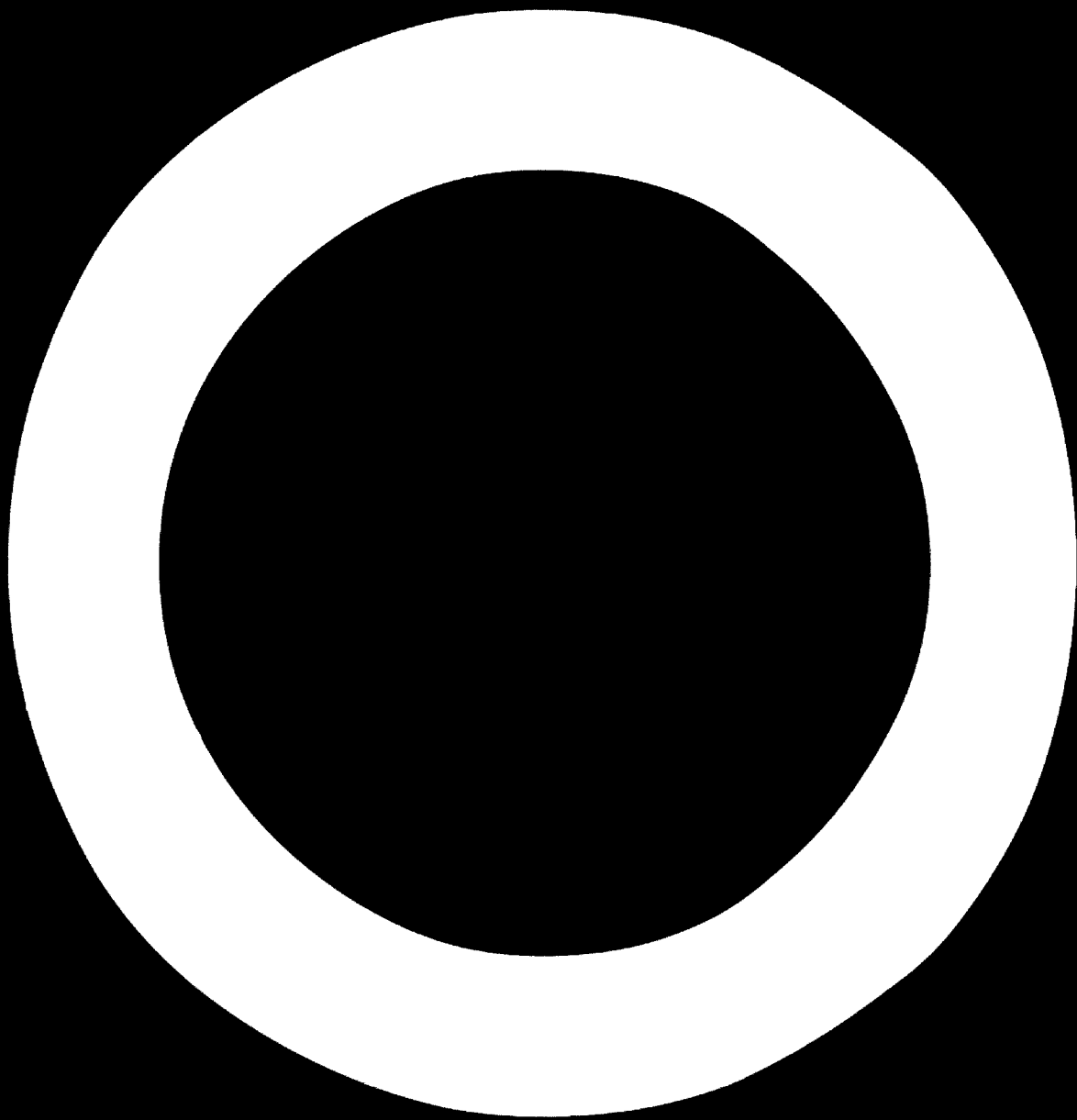
Pour comprendre cette fonction importante, il est vital de considérer que le déposant ou investisseur éventuel demande certaines garanties avant de consentir à transférer leurs économies à d'autres, ou avant de les investir dans des firmes gérées par d'autres.

Ces garanties comprennent entre autres la norme pratique bancaire et la réglementation de protection. Une politique efficace pour attirer les épargnes consiste en le recours à un nombre très grand d'individus ou de familles d'épargnants, de manière à obtenir une base solide et large. Cela est possible seulement si la confiance existe vis-à-vis de l'institution et des facilités financières concernées; cette confiance ne pourra durer que s'il y a stabilité.

Cependant, les épargnes des pays en cours de développement ont la tendance à court-circuiter les canaux institutionnels. Ou bien elles sont thésaurisées pour des raisons de suspicion ou placées dans l'acquisition de terrains, le stockage de produits, ou dans l'acquisition d'autres biens qui peuvent offrir de meilleures perspectives de gain ou une meilleure sécurité. Ce type d'utilisation des épargnes contribue évidemment très peu à augmenter la capacité productive du pays, et conduit à des gaspillages de ressources importantes.

Contre cette situation, les institutions financières de développement doivent développer des plans systématiques de promotion et d'éducation pour les épargnes individuelles et de famille, en vue d'accroître le volume des épargnes qui acceptent de se faire mobiliser.

Un autre obstacle pour canaliser adéquatement les épargnes est le coût à payer pour les actes financiers, tels que les dépôts à terme, les certificats d'hypothèque, les bons, etc. Cela tient d'une certaine distorsion dans la génération des épargnes qui, plus encore, est affectée en Amérique latine par le processus inflationniste. Par exemple, le taux d'intérêt effectif, comprenant exemptions de taxes et autres bénéfices fiscaux, à payer par les tenanciers, varie entre 7 et 18%. Cependant, le taux net obtenu en divisant le taux



effectif par l'indice des prix est évidemment beaucoup moindre. De là nous pouvons conclure que le gain net des actifs qui portent un intérêt de 8%, sera nul si le taux d'inflation est lui-même de 8%.

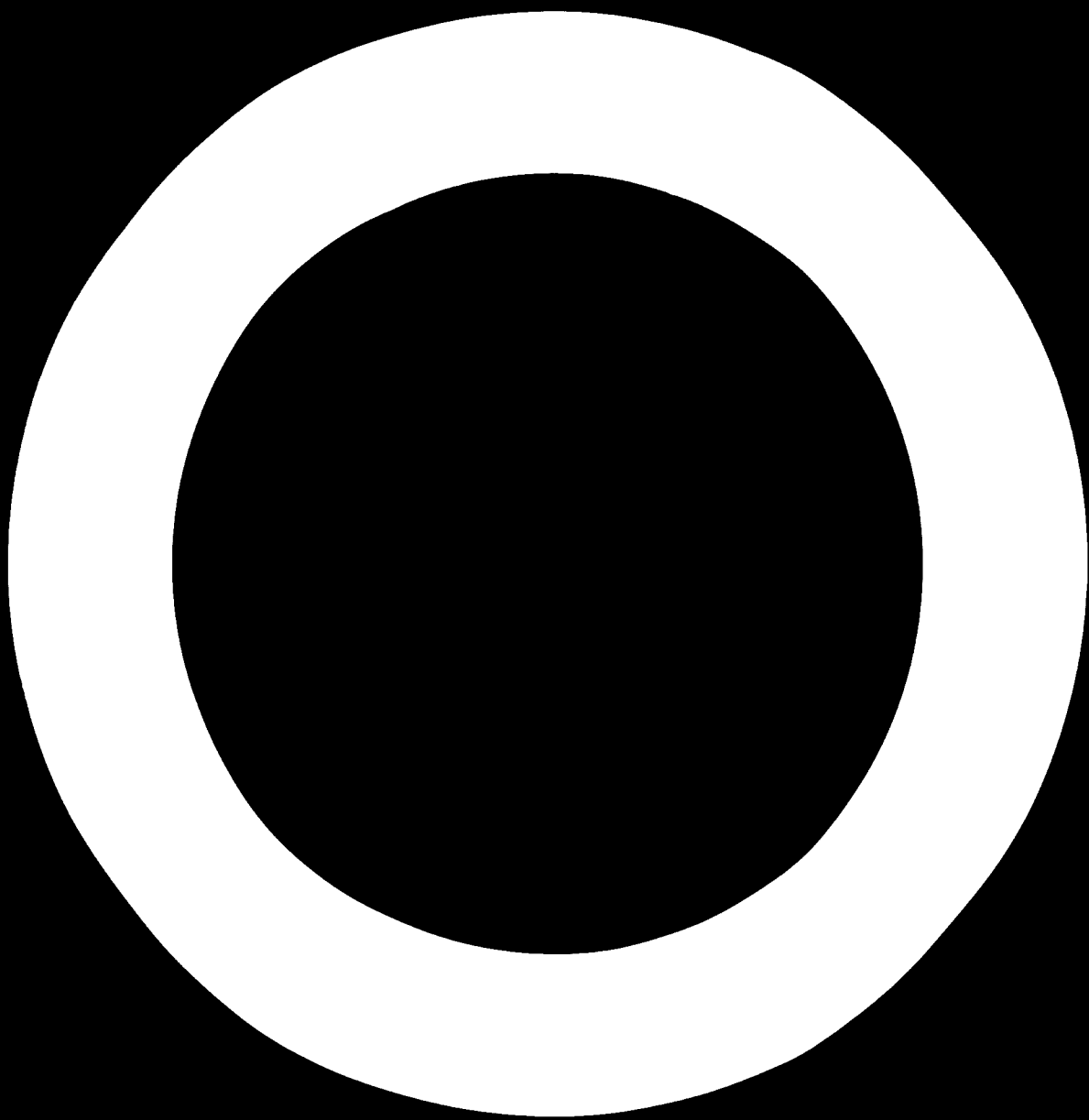
De plus, les valeurs disponibles, dépendant de leurs caractéristiques de liquidité et de garantie, ne génèrent pas des revenus égaux parce qu'elles portent des taux d'intérêt et sont éligibles à des exemptions fiscales différentes. Ainsi se comporte une portion du marché du capital.

Dans cette situation quelque peu complexe, le dépositeur d'épargne qui désire se protéger contre la continuelle perte de pouvoir d'achat a tendance à se diriger principalement vers les dépôts à terme, vers les certificats d'hypothèques ou vers les dépôts dans les coopératives et associations de prêts pour logement, à la recherche de la sécurité et de la convertibilité immédiate, ou de la possibilité de recevoir en échange des prêts pour logement ou pour l'achat des biens de consommation.

Une augmentation du taux d'intérêt à payer par les tenants des valeurs, une uniformité dans l'exemption de taxes ainsi que dans l'imposition des taxes sur les valeurs, pourraient constituer des mesures qui donneraient une plus grande flexibilité à la mobilisation des épargnes.

D'autre part, une mobilisation efficace des épargnes nécessite le développement d'un marché du capital. Ce développement est difficile si la législation du pays établit des conditions rigides et pour la formation des entreprises ou pour leur structure de capital; il en est de même si les entrepreneurs sont contre ou se méfient de l'élargissement du capital action de leur entreprise.

Cela correspond par conséquent au développement des institutions financières en vue d'identifier ces problèmes et ce, en tant qu'une de leurs nombreuses fonctions d'intermédiaire financier, de manière à attirer l'attention des autorités et à faciliter le flot des épargnes vers les investissements de développement.



En Amérique latine, les épargnes intérieures ont effectivement, durant la décennie de 1960, financé environ 90% des investissements bruts, malgré que plusieurs des problèmes mentionnés ci-dessus ont existé dans la région et que le manque de ressources financières en monnaie locale a limité une utilisation plus large des crédits étrangers. Un autre inconvénient des épargnes intérieures est leur exigence de liquidité à court terme, tandis que les investissements de développement impliquent des périodes de remboursement à moyen et long termes.

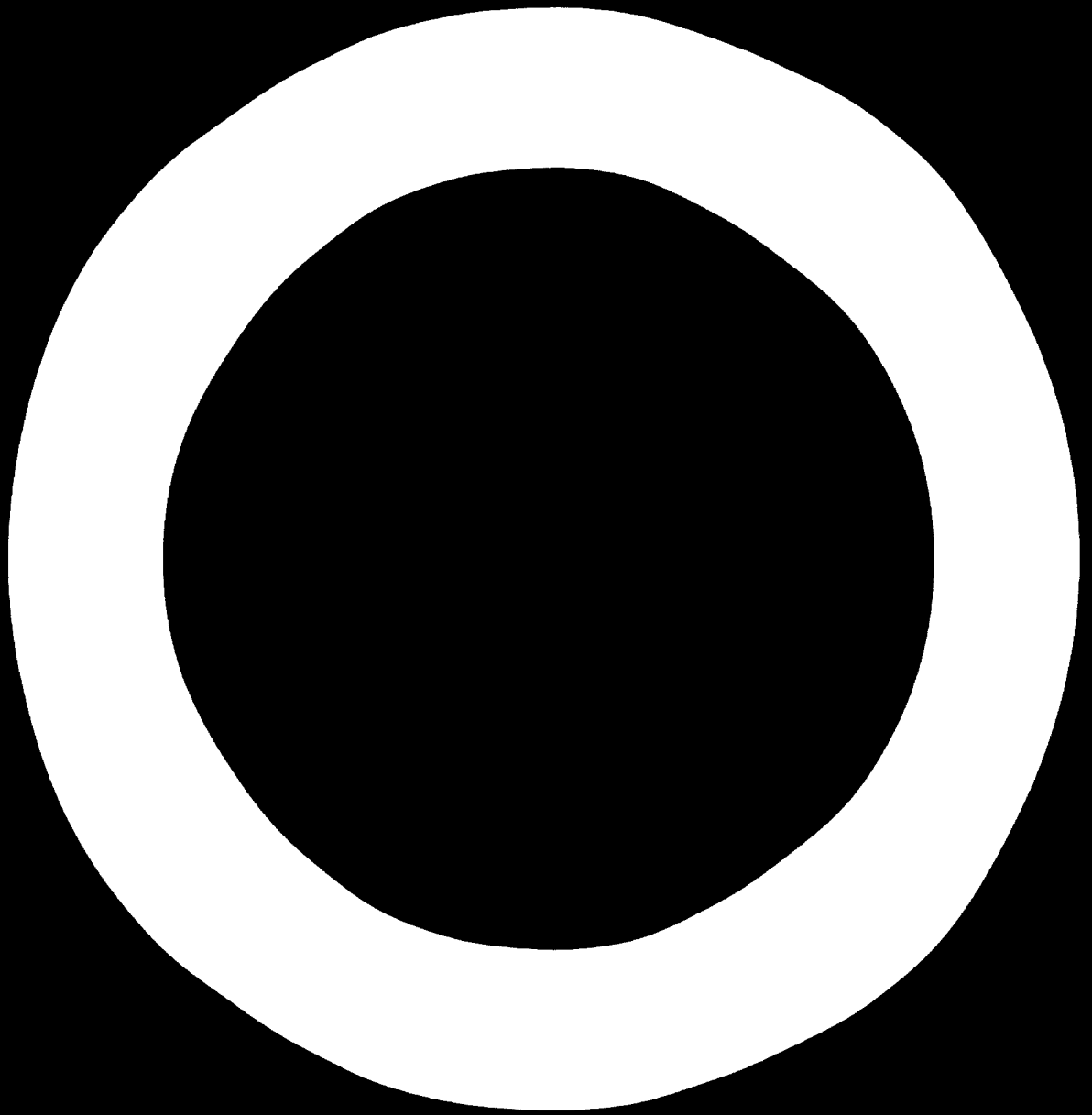
Les épargnes intérieures, source fondamentale de fonds, n'ont pas reçu de ce fait, de la part des institutions financières de développement, le traitement préférentiel et des plans d'actions précis pour qu'elles augmentent.

Dans la limite de ces plans, on ne doit pas oublier que l'habitude d'épargner pour investir demande en fait une certaine éducation. Cela est une tâche qui incombe aux institutions de développement et à une préoccupation permanente concernant la nécessité des épargnes intérieures et de leur prévision.

b) Fonds provenant du Gouvernement et des Banques d'Etat

Plusieurs des institutions de développement en Amérique latine comportent à l'intérieur de leur structure de capital, des fonds alloués par les Gouvernements de leur pays et des fonds provenant des Banques Centrales ou Banques d'Etat, sous forme de prêts à de faibles taux d'intérêt. Ces types de ressources prennent une grande importance en Amérique latine à cause des difficultés existantes concernant la mobilisation des épargnes intérieures.

Un autre facteur est constitué par les termes du financement. Les institutions de développement placent leurs ressources à moyen et long terme, et, à cet effet, doivent compter sur l'assurance et la stabilité de leur source de fonds. A ce propos, nous avons vu que la mobilisation des ressources intérieures ne correspond





pas souvent à ces conditions, limitant ainsi véritablement les possibilités d'utiliser ces ressources à des termes convenables.

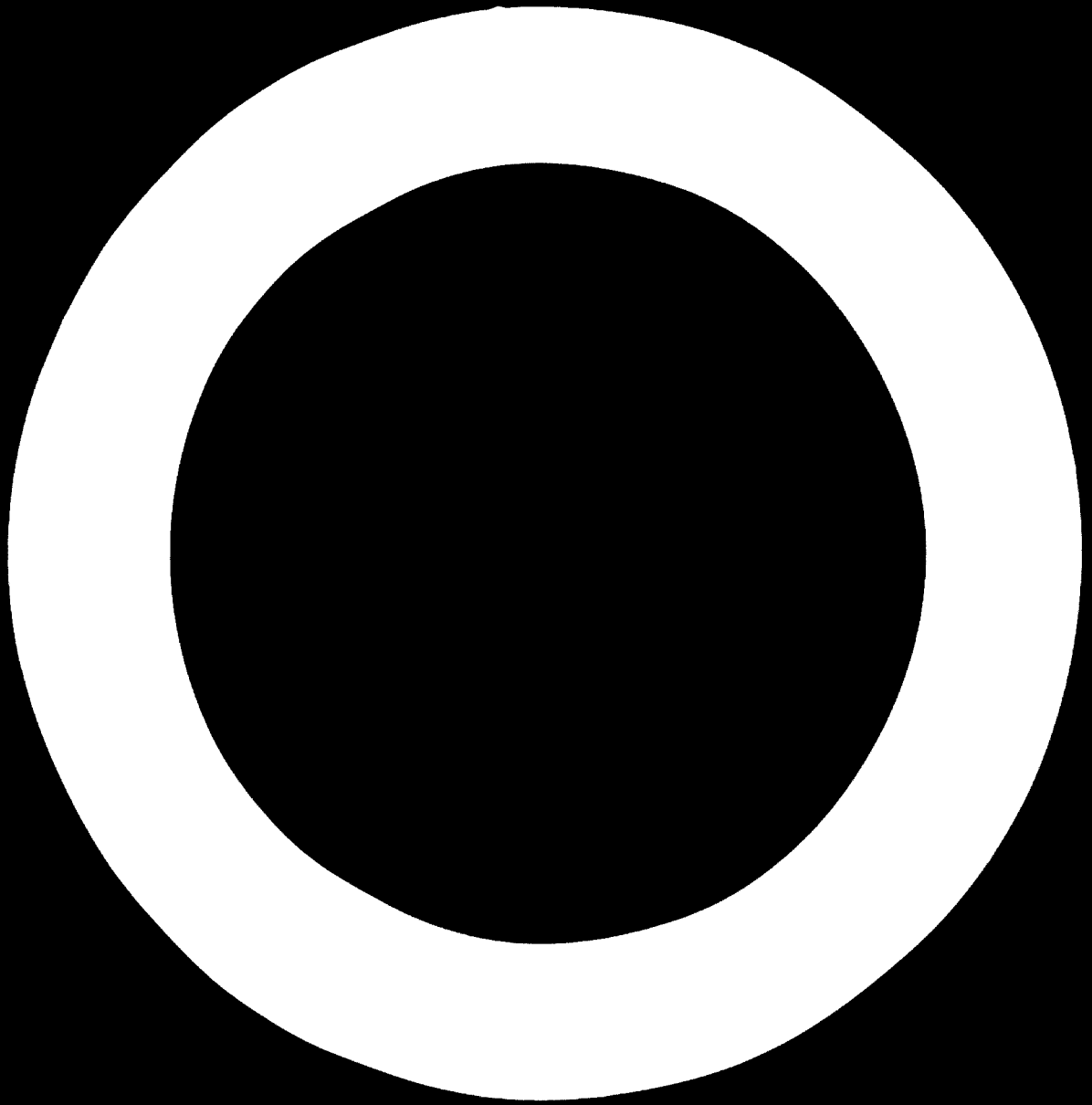
Comme conséquence, il est nécessaire de compléter par les différentes ressources nationales, c'est-à-dire celles du secteur du Gouvernement et des Banques centrales ou d'État.

Certaines personnes redoutent que ces ressources, qui sont obtenues du Trésor public pour ainsi dire gratuitement, par l'émission qui leur revient, ne soient pas gérées proprement, en comparaison avec les autres fonds qui, eux, comportent un coût appréciable. Dans cette matière, l'usage final de ces fonds est souvent canalisé vers des activités non-prioritaires ou vers l'investissement dans des projets à coût de capital élevé, au détriment d'un emploi plus grand de moyens d'ordre, ce qui n'est pas habituellement très recommandable dans des zones où le chômage est élevé. Des arguments similaires ont été présentés concernant les ressources provenant des banques centrales, qui, en raison de leur taux d'intérêt très bas, font qu'il y a souvent tendance à oublier l'importance du choix des projets.

Concernant les points indiqués ci-dessus, on doit se rappeler l'objectif principal des institutions de développement et l'environnement dans lequel elles opèrent, souvent caractérisé par des conditions sévères de sous-emploi.

Tout d'abord, quand on parle d'entités de développement en Amérique latine, on doit insister sur le fait que l'on se réfère aux institutions financières qui, normalement, fournissent des prêts à moyen et long terme, dont les risques sont plus grands et qui doivent aussi consentir des taux d'intérêt réduits dans le but d'activer les investissements et, par conséquent, d'encourager le développement de l'esprit d'entreprise.

Nous avons déjà vu que dans les pays tels que ceux de l'Amérique latine, ou du moins dans beaucoup d'entre eux, il y a une tendance

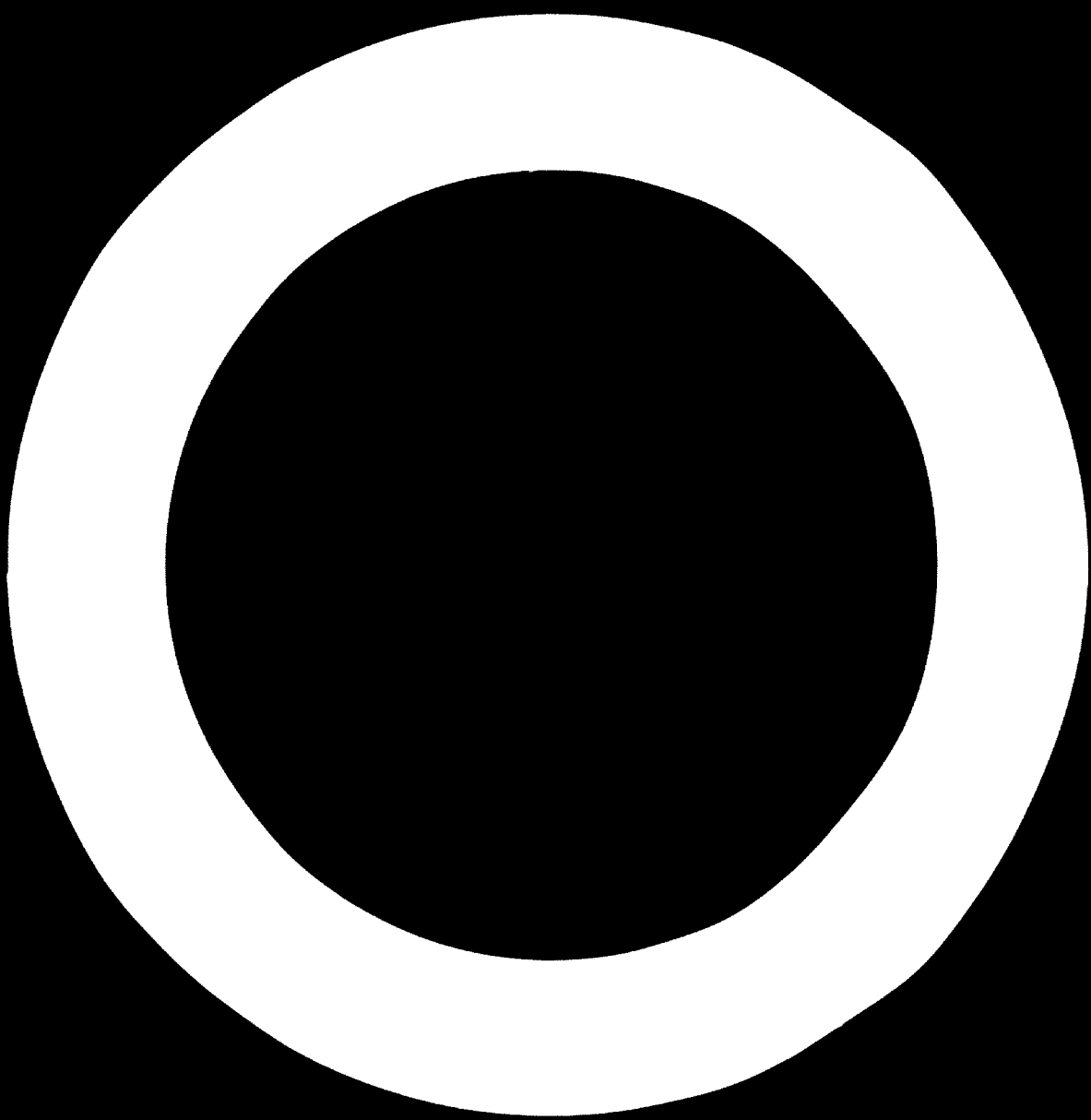


Le rôle principal des banques de développement est de fournir des services bancaires à des entreprises et à des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services bancaires normaux. Elles fournissent des services bancaires à des entreprises et à des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services bancaires normaux.

Les banques de développement jouent un rôle important dans le développement économique d'un pays. Elles fournissent des services bancaires à des entreprises et à des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services bancaires normaux. Elles fournissent des services bancaires à des entreprises et à des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services bancaires normaux. Elles fournissent des services bancaires à des entreprises et à des personnes qui ne peuvent pas accéder à des services bancaires normaux.

Il est aussi intéressant de mentionner le fait que les taux d'intérêt employés par les sociétés de développement, sont normalement plus bas que ceux employés par les banques commerciales; cela est une conséquence des ressources gouvernementales ou des prêts fournis par les banques centrales ou étatiques. Si ces taux d'intérêt sont plus bas, ils doivent servir à encourager les investissements chaque fois que de tels taux sont nécessaires à l'utilité finale du prêt, ou qu'ils pourraient affecter positivement la rentabilité d'un projet.

Comme mesures d'encouragement, beaucoup d'exemples peuvent être cités : des taux réduits pour promouvoir l'exportation des produits non traditionnels ou les exportations en général; pour décentraliser les activités économiques, moyennant l'attribution de termes préférentiels aux investissements dans des régions déshéritées du pays;



pour le développement économique, mais aussi pour la stabilité  
financière et la croissance de l'activité économique.

Le premier, devant garantir le succès de la fin de la période  
de transition par l'alternative, est la poursuite de la lutte contre  
l'inflation et une importante réduction des taux d'intérêt, qui ne per-  
mettent pas, malgré une certaine baisse des profits, de limiter la de-  
mande par l'effet de la réduction de la disponibilité des produits. L'instabi-  
lité de développement économique est évitée ainsi.

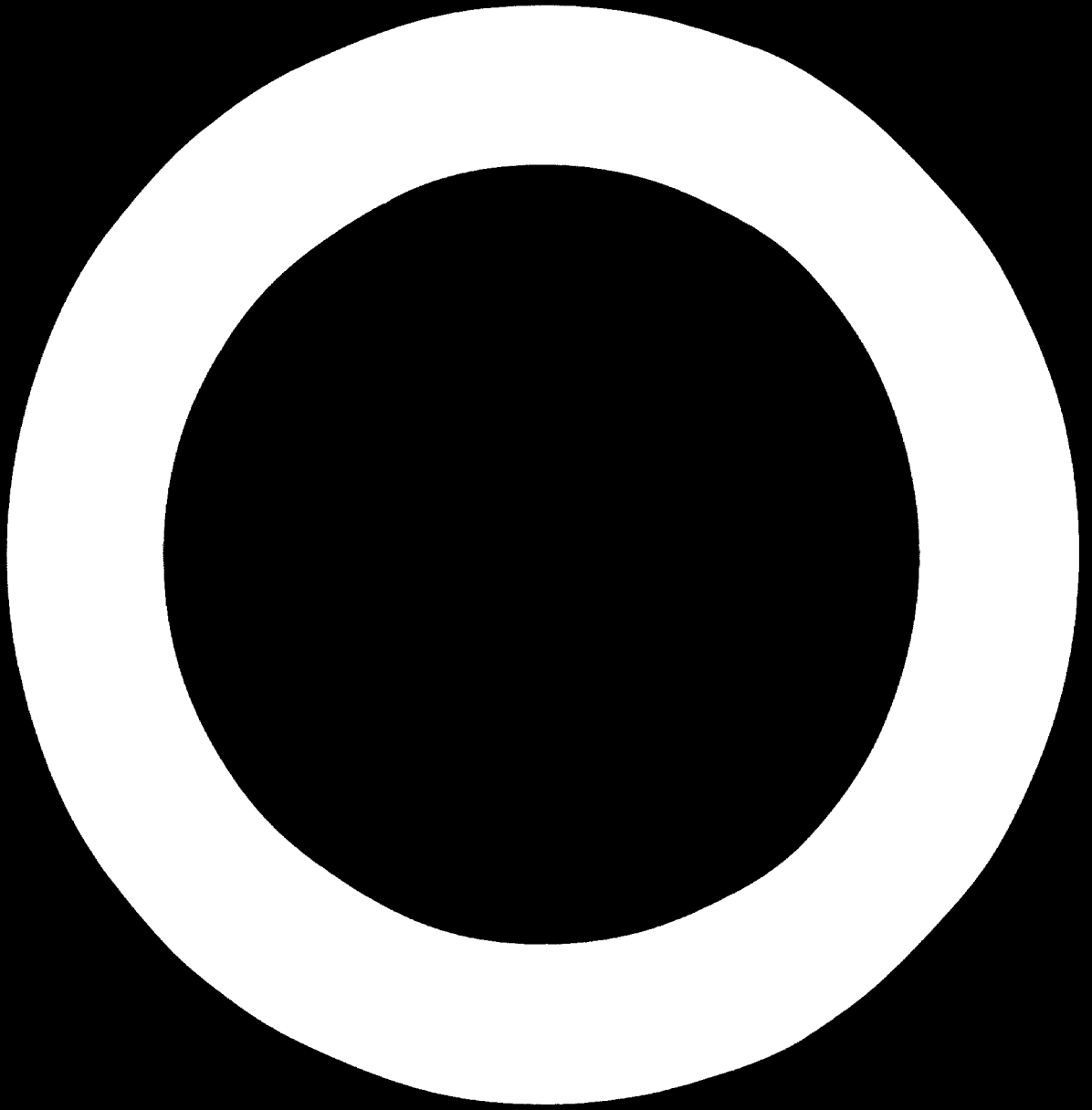
Deuxièmement, il s'agit de la nature même de la constitution, dont  
le but est de garantir la poursuite du développement, par le  
fait de voir l'investissement et le financement par le marché ne peut  
pas être conditionné au fait de la disponibilité des produits, mais  
par le succès du marché national de capitalisation en provenance des  
entreprises existantes.

En résumé, nous devons comprendre que le travail de promotion  
et de développement ne peut pas être conditionné par les incon-  
venients ou les difficultés à mobiliser les fonds sur le marché  
interne et qu'il s'agit de faire le compte sur certains types  
de ressources, telles que la capitalisation ou des capitaux à des  
taux d'intérêt bas, qui sont caractérisés par leur permanence  
ou leur stabilité durant la période nationale.

En résumé, si l'on suppose que les banques ont le droit de crédit  
direct des gouvernements, dans le cadre d'un plan déterminé, d'un  
programme de base structurel suivant un plan d'investissement national  
sur une période déterminée, nous devons conclure qu'il ne pourrait  
pas y avoir de risques inflationnistes dans le placement de ces  
ressources, dans le cadre de la stabilité du système.

c) Stabilité financière et économique

En conséquence, une bonne conséquence la mobilisation des  
ressources, est une partie primordiale pour le plan de développement  
économique.



Deux aspects directement liés à l'investissement doivent être commentés ici pour servir de base de réflexion : priorités dans l'allocation des fonds; et les garanties de support.

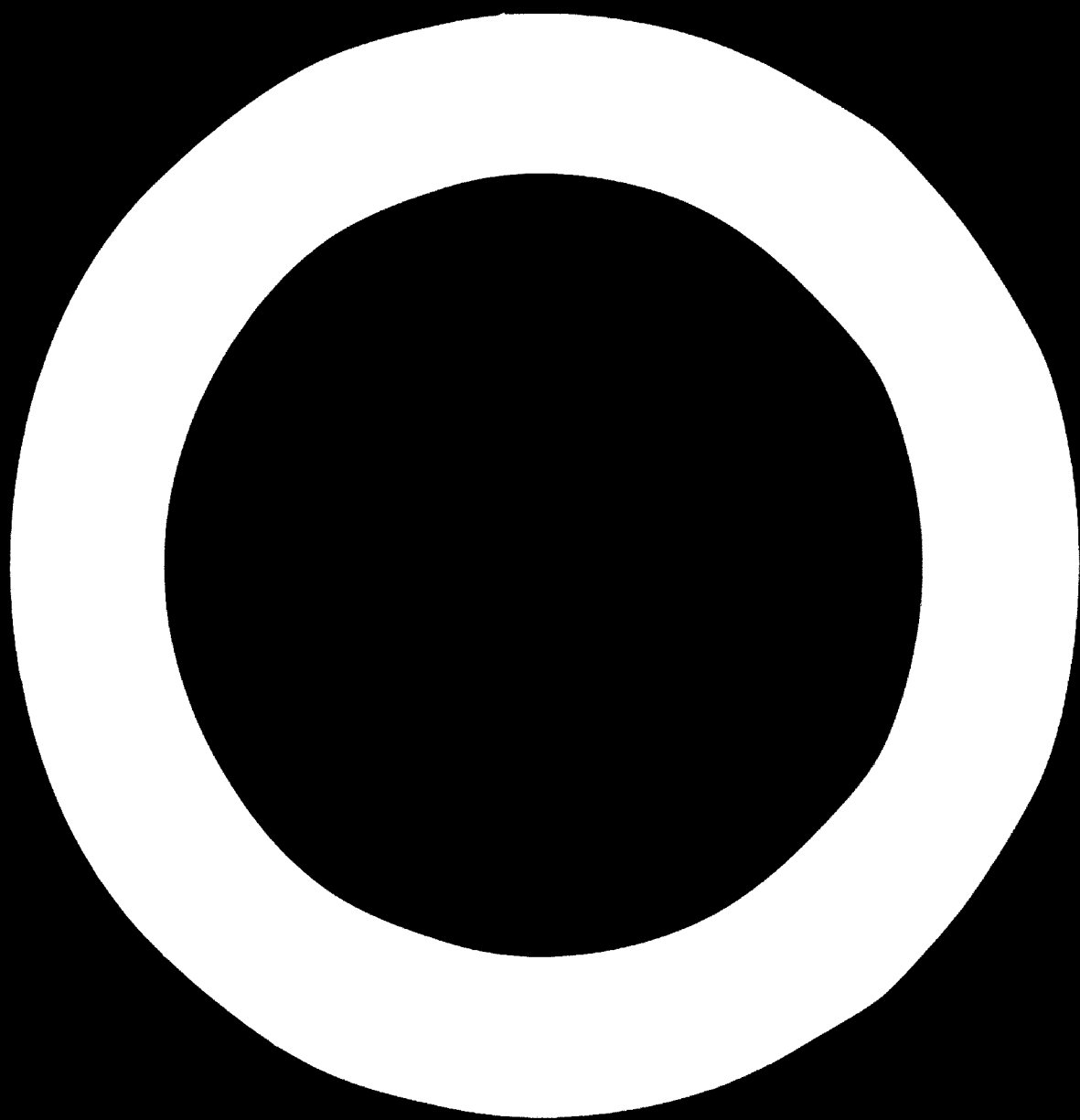
Le développement économique exige une orientation adéquate des investissements vers les secteurs de haute priorité.

Les intermédiaires financiers traditionnels fournissent des services et des ressources financières à des clients ayant une solvabilité établie et, qui présentent de ce fait un risque de crédit faible. Au contraire, les institutions de financement du développement doivent consacrer une grande part de leurs ressources à aider à la création d'activités nouvelles nécessaires au développement économique et qui accroissent le ré-investissement, produisent des biens et services, et créent de l'emploi; ces investissements représentent un risque de crédit plus grand.

Les frais de développement constituent un sujet délicat, même si les circonstances sont favorables, parce que la rareté des ressources et les limitations de leur mobilisation sont toujours présentes. Ils demandent des efforts de la part d'un personnel spécialisé, que ce soit pour l'analyse des marchés, la production, les études d'engineering, les questions économiques ou pour d'autres activités d'évaluation de projets. Plusieurs institutions financières de développement en Amérique latine manquent de ce personnel ou possèdent ce personnel, mais en nombre limité, les obligeant ainsi à adopter des attitudes conservatives. Cela conduit fréquemment à des investissements qui gravitent autour de prêts comportant peu de risques, ou autour d'entreprises existantes qui cherchent généralement des fonds de roulement.

La situation indiquée ci-dessus conduit à un problème de la répartition des ressources aux différents secteurs de développement des pays, tels que ceux d'Amérique latine, répartition à faire précisément par les institutions de développement.

Ceci nous conduit à des questions dont nous considérons la clarification indispensable, parce qu'à partir des fonds obtenus on doit

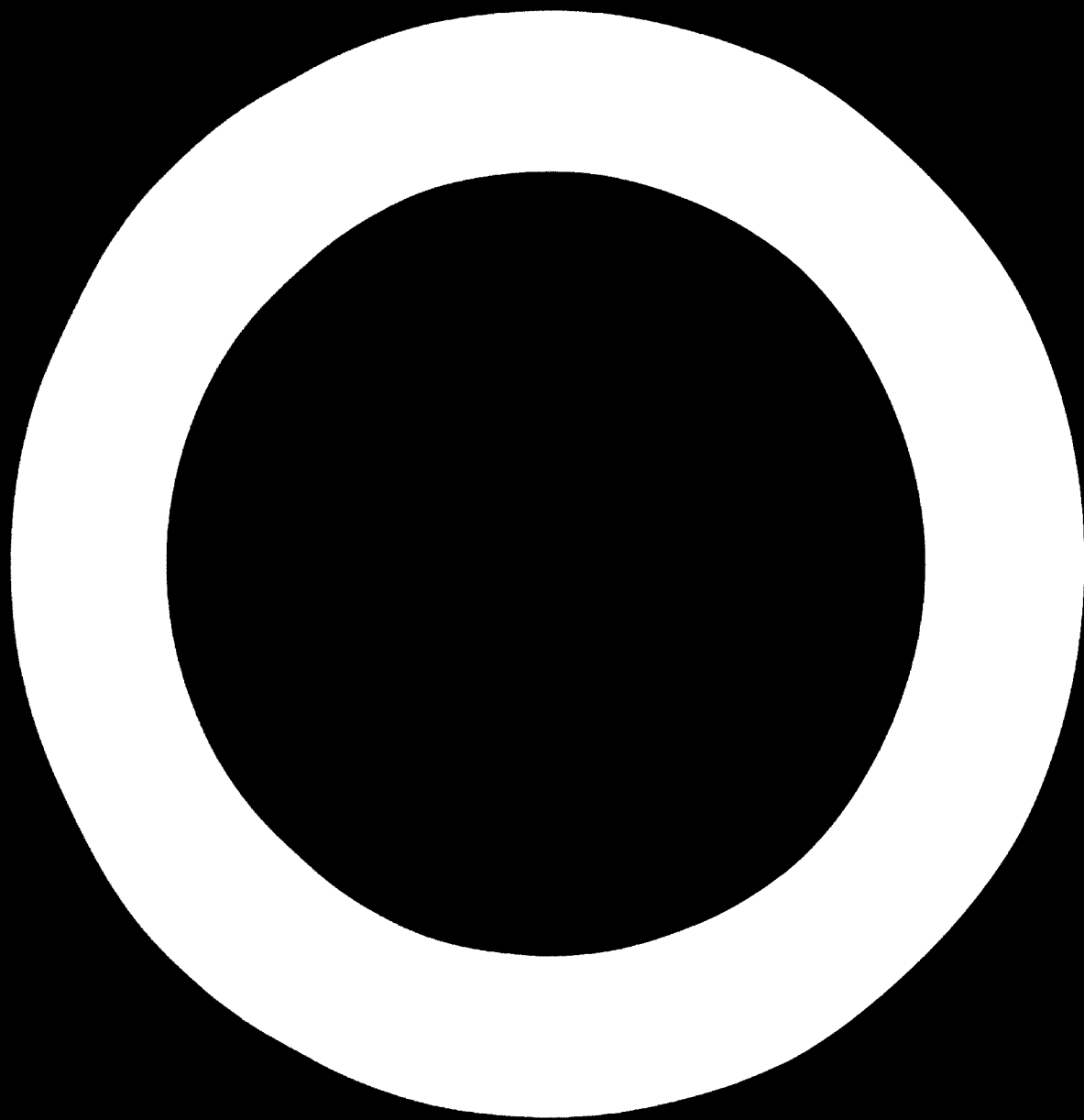




tirer les enseignements à appliquer, en tenant compte des besoins et objectifs propres des entités concernées et de la situation économique et financière de ces entités. Les questions auxquelles nous nous référons sont : quel est le rôle du secteur financier, spécialement des banques, dans le cadre général du développement, dans le cadre général du plan national ? Est-ce que le secteur financier doit être autonome dans son fonctionnement, dans le placement des ressources, dans les pays où il y a déjà une pénurie de ressources, l'utilisation des ressources est un aspect qui doit être considéré avec une haute priorité ; cela s'étend évidemment au domaine des ressources humaines qui implique des buts et objectifs à définir par le gouvernement et à atteindre le développement économique du pays.

Le lien entre une banque de développement et le plan national de développement est par conséquent très étroit et obligatoire dans les pays tels que les nôtres où un plan de développement et une allocation des efforts et des ressources est indispensable. La banque de développement concernant l'allocation des ressources gérées par les institutions de développement est par conséquent valable dans les pays où elles opèrent dans la limite des marchés de capitaux contrôlés par les gouvernements, ou à travers leur plan national de développement. Cette opinion n'implique pas forcément la reconnaissance de la nécessité d'une structure administrative comme condition de l'efficacité opérationnelle des institutions.

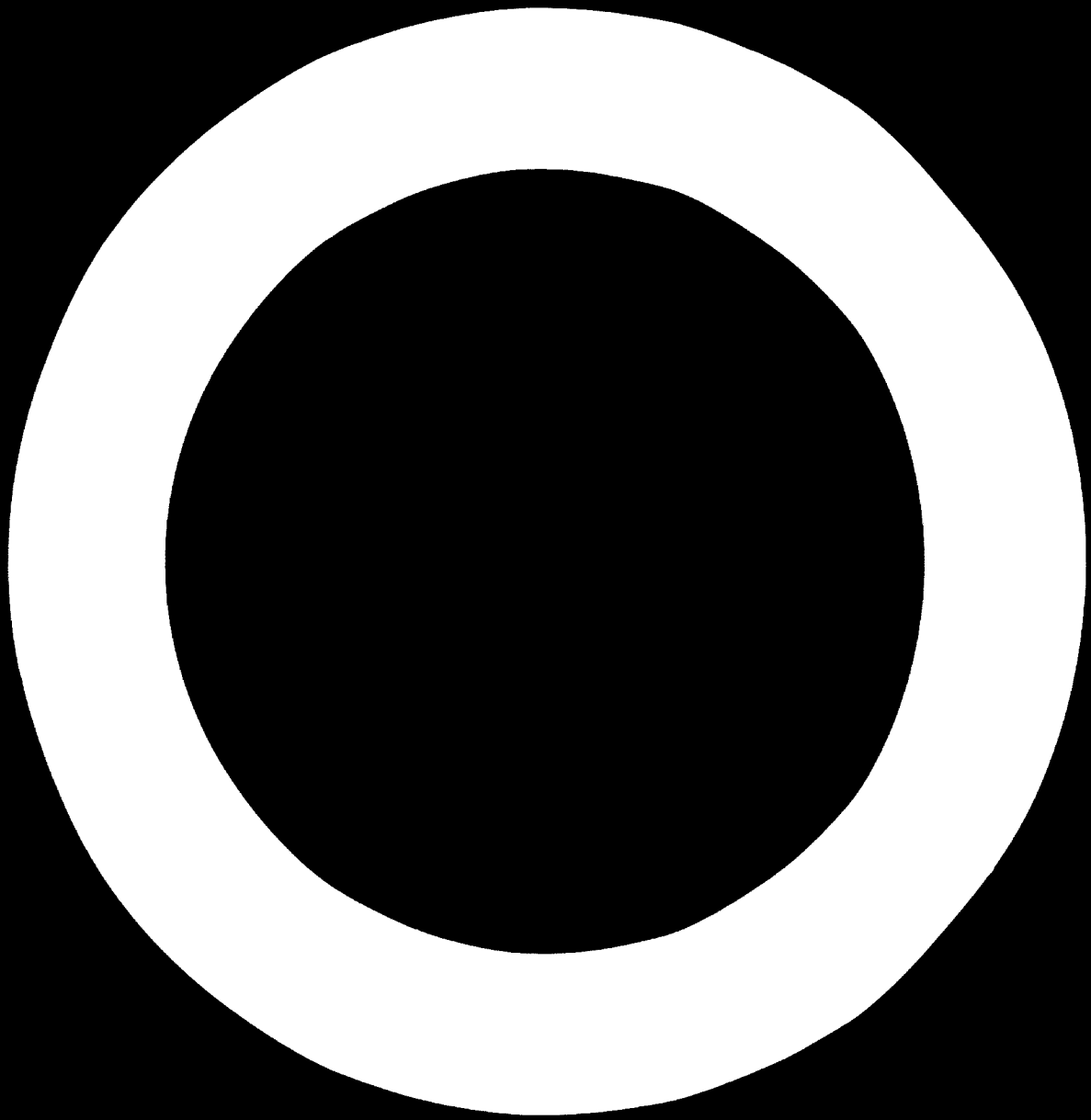
Un autre aspect observé dans l'insuffisance de l'allocation de ressources est l'importance attribuée au rôle des banques. Cette conception de la part de la banque commerciale ne doit pas être le moteur de développement des institutions financières. Bien qu'il existe là une pratique courante, le motif de cette habitude est dû surtout à la difficulté qui existe d'obtenir des ressources dans l'instabilité des marchés de capitaux, ce qui conduit à exiger des garanties plus grandes devant les risques découlant de ces opérations.



La difficulté de ces habitats ou à placer leur investissement dans les activités de développement productives, et en même temps à conserver une rentabilité satisfaisante, de manière à attirer de véritablement ceux qui fournissent les ressources, et à couvrir le coût des services requis dans le transfert, doit être aussi reconnue.

L'équilibre doit être trouvé dans l'évaluation correcte des projets d'investissement. Bien que cela implique un coût variant de puis 1 à 2% de l'investissement total, le bénéfice qui en découle se justifie par le grand avantage que cela offre de s'assurer de la viabilité et la rentabilité du projet. Ainsi, nous pouvons confirmer que la meilleure garantie d'un prêt est encore la viabilité du projet d'investissement.

Il est aussi important de considérer le coût des ressources à affecter au projet. Comme cela a été mentionné ci-dessus, il est nécessaire de canaliser les épargnes individuelles et familiales vers les investissements. Cette mobilisation des épargnes est d'habitude stimulée par un taux d'intérêt suffisamment élevé pour couvrir au moins la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, de telle manière que les épargnants acceptent de différer les achats de biens qu'ils envisagent à présent, dans l'espoir de pouvoir faire des achats plus importants dans le futur. Si tel est le cas, le coût de capital à imputer au projet serait égal au taux d'intérêt à payer aux épargnants, plus un pourcentage pour couvrir les coûts de gestion de l'institution. Cependant, en raison de la variété des ressources financières, une moyenne pondérée de ces taux devrait être trouvée. Ce coût moyen devrait constituer l'intérêt à appliquer au financement de différents types de projets. Comme cela a été indiqué, le développement économique nécessite des traitements préférentiels pour certains secteurs de l'économie et des investissements dans certains types d'entreprises à des taux d'intérêt plus bas que ceux généralement appliqués. Dans ce cas, c'est la communauté qui doit prendre en charge la différence en dessous du taux moyen, et ce en tant que



coût social imputable à la collectivité. Ceci conduit généralement à donner des subides aux études de pré-investissement et aux projections macro-économiques, jusqu'à et y compris celles concernant des projets spécifiques. Il n'y a pas habituellement de projets en quantité, qualité et avec la répartition requise pour satisfaire à cet équilibre des taux d'intérêt, ce qui constitue un obstacle sérieux à l'action des banques de financement et des institutions de développement.

"De là provient la nécessité d'intensifier les actions de pré-investissement et d'améliorer leur efficacité. Les actions de pré-investissement peuvent être définies comme l'ensemble des activités conçues pour identifier les opportunités d'investissement, choisir celles ayant une valeur relativement élevée, et préparer les projets qui sont à incorporer dans les programmes d'investissement." <sup>1/</sup>

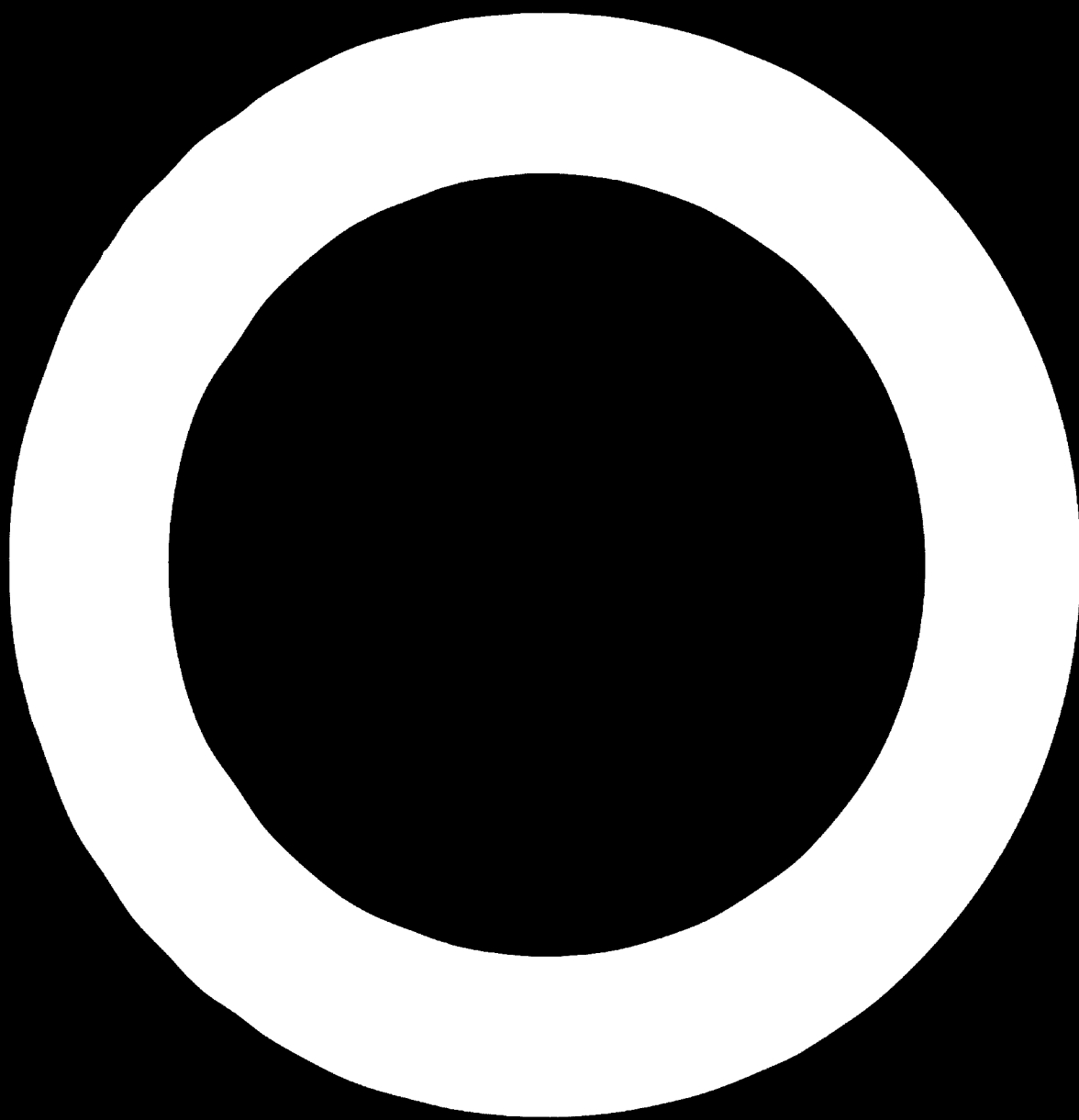
Suivant cette ligne de pensée, on peut aussi penser à un service d'assistance technique spécifiquement orientée vers les conseils en matière d'organisation financière et administratives, mais non pas en gestion des entreprises, parce que cela signifierait une entrée délibérée dans la gestion des projets, sans avoir une connaissance suffisante de son but. De plus, cette assistance technique à la gestion pourrait devenir une substitution dangereuse de responsabilité.

## II. DEVELOPPEMENT DE LA CAPACITE DE GESTION

"Dans les pays d'Amérique latine," dit Humberto Diaz, "la pénurie des ressources financières n'est pas seulement un facteur limitant pour un développement économique et social accéléré; l'insuffisance des talents et capacité de gestion pour organiser et gérer les unités de production, en est un autre. Pour cette raison, la fourniture des ressources financières ne peut pas être la seule contribution à attendre des institutions financières de développement; elles doivent contribuer aussi à augmenter la capacité de gestion des entreprises."

---

<sup>1/</sup> Tullio de Andrea



De constitution d'entreprises par l'Etat par ses fonctions. Le rôle par rapport à la capacité de production préparatoire par le personnel et aider à la formation de ceux qui font appel de connaissances que l'Etat fournit, en général, ceux qui sont appliqués directement dans les entreprises à l'usage social.

### III. DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Une autre fonction aux yeux des institutions financières et le développement est le développement technologique.

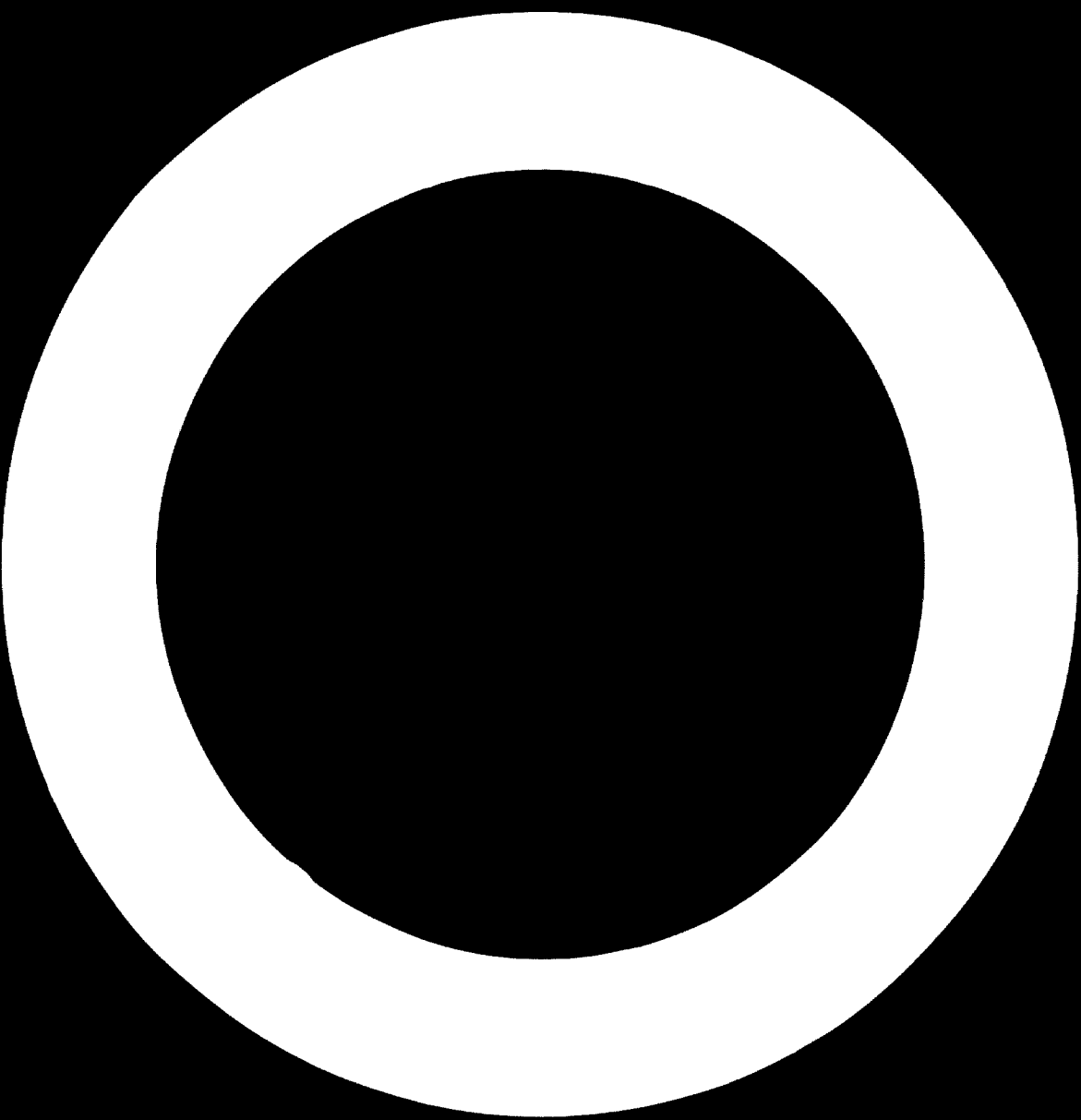
Contrairement au progrès rapide sur le plan mondial, la technologie sur le plan national dans la région de l'Amérique latine est encore insuffisante pour les besoins de développement. Les institutions vivent par conséquent augmenter leur rôle pendant tout l'introduction de nouvelles technologies. Leur position est sans doute plus avantageuse que celle des personnes ou entrepreneurs privés, en raison d'une meilleure information qui peut être obtenue par les institutions concernant les différents alternatives technologiques.

Un peu plus en avant, on pourrait le support aux recherches technologiques spécifiques qui servent de nouvelles formes de création de centres spécialisés ou de dotations de ces institutions de recherches et universités.

Cela constitue un domaine pour lequel les banques et les organisations financières de développement en Amérique latine ont exercé une action très marginale. Les perspectives de résultats par contre, peuvent être positives, comme dans beaucoup pour tout pays qui voudrait accélérer son progrès par ce moyen.

### IV. EFFORTS PROMOTIONNELS

Cette fonction de base n'est pas incluse dans la liste des fonctions indiquées ci-dessus, principalement pour attirer une attention particulière sur ce sujet, parce que dans le cadre des conditions impératives dans la plupart des pays d'Amérique latine, il ne peut pas y avoir de développement sans promotion.





The present study... (faint text)

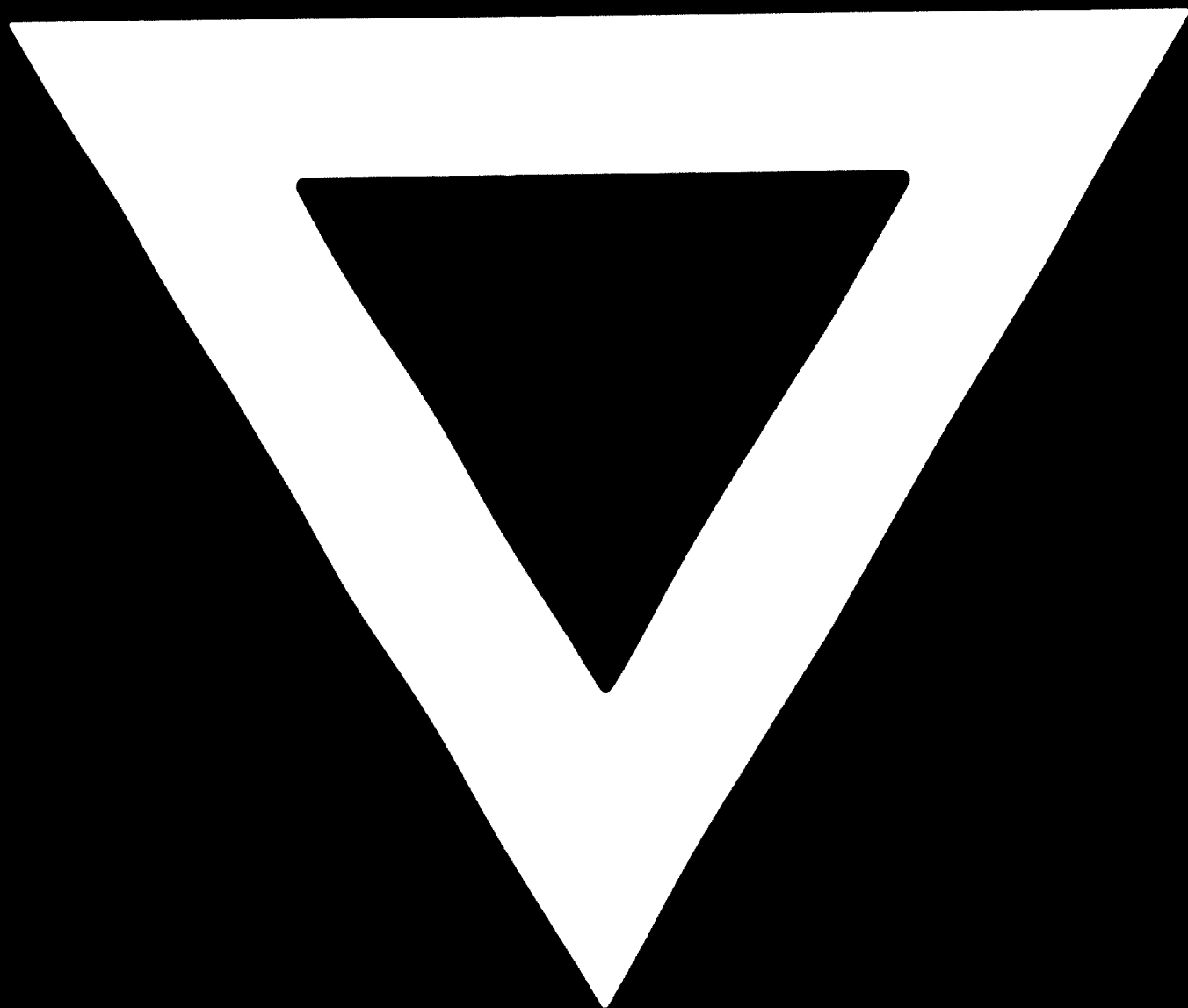
Notes: (faint text)

- 1. Description of the study...
- 2. Methodology...
- 3. A statement regarding the results...
- 4. Discussion of the findings...
- 5. Conclusion...
- 6. Acknowledgments...
- 7. References...

The author wishes to thank... (faint text)

Developed by... (faint text)





**76.01.15**